

Certifié conforme à l'acte transmis au contrôle de légalité



EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS

du Conseil Métropolitain de Dijon Métropole

Séance du jeudi 25 mars 2021

Président : M. REBSAMEN

Secrétaire de séance : M. LACHAMBRE

Convocation envoyée le 19 mars 2021

Nombre de membres du Conseil métropolitain : 86

Nombre de présents participant au vote : 72

Nombre de membres en exercice : 86

Nombre de procurations : 11

Membres présents :

| | | |
|------------------------------------|-----------------------------|-----------------------------|
| M. François REBSAMEN | M. Guillaume RUET | M. Samuel LONGCHAMPT |
| M. Pierre PRIBETICH | Mme Nuray AKPINAR-ISTIQUAM | M. Gérard HERRMANN |
| Mme Nathalie KOENDERS | Mme Kildine BATAILLE | Mme Dominique BEGIN-CLAUDET |
| M. José ALMEIDA | M. Christophe AVENA | M. Laurent GOBET |
| M. Rémi DETANG | Mme Stéphanie VACHEROT | M. Jean DUBUET |
| Mme Sladana ZIVKOVIC | M. Marien LOVICHI | Mme Anne PERRIN-LOUVRIER |
| M. Jean-François DODET | Mme Dominique MARTIN-GENDRE | Mme Céline TONOT |
| Mme Françoise TENENBAUM | M. Christophe BERTHIER | M. Jean-Marc RETY |
| M. Jean-Patrick MASSON | M. Georges MEZUI | M. Jean-Michel VERPILLOT |
| M. François DESEILLE | Mme Laurence FAVIER | Mme Catherine PAGEAUX |
| M. Dominique GRIMPRET | M. Massar N'DIAYE | M. Didier RELOT |
| Mme Danielle JUBAN | M. Emmanuel BICHOT | M. Patrick BAUDEMMENT |
| Mme Claire TOMASELLI | Mme Caroline JACQUEMARD | Mme Monique BAYARD |
| M. Philippe LEMANCEAU | M. Stéphane CHEVALIER | Mme Catherine GOZZI |
| Mme Marie-Hélène JUILLARD-RANDRIAN | Mme Céline RENAUD | M. Philippe SCHMITT |
| M. Antoine HOAREAU | M. Laurent BOURGUIGNAT | Mme Isabelle PASTEUR |
| M. Hamid EL HASSOUNI | Mme Laurence GERBET | M. Philippe BELLEVILLE |
| M. Benoît BORDAT | M. Bruno DAVID | M. Adrien GUENE |
| Mme Brigitte POPARD | Mme Claire VUILLEMIN | Mme Noëlle CABBILLARD |
| Mme Christine MARTIN | Mme Stéphanie MODDE | M. Cyril GAUCHER |
| Mme Najoua BELHADEF | M. Olivier MULLER | Mme Stéphanie GRAYOT-DIRX |
| Mme Océane CHARRET-GODARD | M. Patrice CHATEAU | M. Stéphane WOYNAROSKI |
| M. Denis HAMEAU | M. Nicolas SCHOUTITH | Mme Géraldine CHEDOZ. |
| M. Nicolas BOURNY | M. Patrick AUDARD | |
| | M. Léo LACHAMBRE | |

Membres absents :

| | |
|------------------------------|---|
| M. Patrick CHAPUIS | M. Thierry FALCONNET pouvoir à M. François REBSAMEN |
| M. Gaston FOUCHERES | M. Jean-Philippe MOREL pouvoir à Mme Nathalie KOENDERS |
| M. Jacques CARRELET DE LOISY | Mme Lydie PFANDER-MENY pouvoir à M. Denis HAMEAU |
| | M. Jean-François COURGEY pouvoir à Mme Christine MARTIN |
| | Mme Karine HUON-SAVINA pouvoir à Mme Stéphanie MODDE |
| | M. Lionel SANCHEZ pouvoir à M. Nicolas SCHOUTITH |
| | Mme Hana WALIDI-ALAOUI pouvoir à Mme Brigitte POPARD |
| | Mme Bénédicte PERSON-PICARD pouvoir à M. Guillaume RUET |
| | Mme Catherine VICTOR pouvoir à M. Samuel LONGCHAMPT |
| | Mme Céline RABUT pouvoir à Mme Océane CHARRET-GODARD |
| | M. Frédéric GOULIER pouvoir à M. Jean-François DODET |
| | M. Jean-Claude GIRARD par Mme Géraldine CHEDOZ |

OBJET : HABITAT, POLITIQUE DE LA VILLE ET URBANISME
Contrat de Ville - Programmation 2021 de Dijon Métropole

La loi de programmation pour la ville et la cohésion urbaine du 21 février 2014 (loi n° 2014-173) institue le cadre d'intervention de la Politique de la ville, à savoir :

- **une géographie prioritaire réduite** : le décret n°2014-1750 du 30 décembre 2014 fixe la liste des quartiers prioritaires de la Politique de la ville dans les départements métropolitains. Sont éligibles aux aides les quartiers où existe une concentration de population à bas revenus (inférieurs à 11 250 € par an). Pour Dijon Métropole, ce sont cinq quartiers qui ont été retenus au titre de la géographie prioritaire : le mail à Chenôve, les Grésilles et la Fontaine d'Ouche à Dijon, Le Bief du moulin à Longvic et le Belvédère à Talant. Deux quartiers ont été classés en veille active, à savoir : Guynemer à Longvic et le Centre-ville de Quetigny ;
- **un contrat unique** intégrant les dimensions sociales, urbaines et économiques ;
- **une action publique qui se déploie à l'échelle intercommunale** et mobilise tous les partenaires concernés ;
- **la mobilisation prioritaire du droit commun** de l'État et des collectivités territoriales ;
- **la participation des habitants au suivi et au pilotage du Contrat de ville** via la mise en place d'un conseil citoyen sur chacun des quartiers prioritaires, dont les représentants siégeront non seulement dans les instances de pilotage du Contrat de ville, mais aussi participeront à l'élaboration des programmations annuelles.

L'article premier de la loi du 21 février 2014 confirme la **double finalité d'amélioration des conditions de vie des habitants des quartiers prioritaires et de réduction des écarts de développement** entre ces quartiers prioritaires et les autres territoires.

Le conseil de communauté du Grand Dijon, par délibération n°GD 2015 06-25-020 du 25 juin 2015, a approuvé le contenu du Contrat de ville 2015-2020 du Grand Dijon ainsi que la nouvelle géographie prioritaire afférente. Ainsi, des orientations stratégiques en faveur des quartiers en difficulté ont été définies par l'ensemble des partenaires et se déclinent à partir de :

3 piliers :

- la cohésion sociale (éducation, sport, culture, santé) ;
- le cadre de vie et le renouvellement urbain ;
- le développement de l'activité économique, de l'emploi et l'accès à la formation.

4 axes transversaux : la jeunesse, l'égalité entre hommes et femmes, la lutte contre les discriminations, les valeurs de la République et la citoyenneté.

La programmation 2021, d'un montant total de **180 914 €**, vise principalement à intervenir en soutien des projets présentés par les communes et les associations, afin d'améliorer la qualité de vie des habitants et de réduire les écarts de développement entre les quartiers prioritaires et de veille identifiés au titre du Contrat de ville et les autres territoires de la Métropole.

Le détail de ce programme est annexé au présent rapport sous la forme d'un tableau récapitulatif indiquant les attributaires de chacune des actions envisagées et ce, par territoire et en fonction des trois piliers du Contrat de ville.

Globalement, le financement des actions d'intérêt métropolitain se répartit comme suit :
-141 936 € au titre du soutien d'actions proposées par les villes et les associations ; -38 978€ au titre du fonctionnement de la Maîtrise d'Oeuvre Urbaine et Sociale (MOUS) métropolitaine.

L'intervention de Dijon Métropole au titre du Contrat de ville s'accompagne de celle des partenaires que sont l'État, les 5 communes concernées (Chenôve, Dijon, Longvic, Quetigny et Talant), les bailleurs, l'ARS, Pôle emploi, la Caisse des dépôts et la CAF de Côte-d'Or.

Parallèlement, la Convention Régionale de Cohésion Sociale et Urbaine, conclue entre la Région Bourgogne et le Grand Dijon, a été approuvée par délibération n°GD 2015-06-25-022 du conseil de communauté le 25 juin 2015 et prorogée par voie d'avenant (N°3) le 14 décembre 2020. Pour l'année 2021, la Région Bourgogne-Franche-Comté s'engage à apporter un soutien financier à hauteur de 160 000 €, sur les trois axes suivants :

- actions de protection de l'environnement, la gestion des déchets et les économies d'énergie ;
- actions d'animation et d'appropriation de l'espace public ;
- actions favorisant l'accès à l'orientation, l'information, à la formation et à l'emploi ;

en intégrant une priorité renforcée sur les projets concernant l'égalité hommes-femmes.

Le détail des propositions de subvention de chacun des autres partenaires a été validé lors du comité technique du 23 février 2021.

Dans le cadre de la conduite des actions support à l'animation de cette politique de cohésion sociale métropolitaine, Dijon Métropole sollicite la participation de l'Agence Nationale de la Cohésion des Territoires pour le financement de la MOUS métropolitaine, à hauteur de 20 000 €.

Conformément au décret n°2015-1118 du 3 septembre 2015 relatif au rapport sur la mise en œuvre de la Politique de la ville prévu aux articles L.1111-2 et L.1811-2 du code général des collectivités territoriales, Dijon Métropole produira un rapport courant 2021 sur la situation de la collectivité au regard de la Politique de la ville, les actions qu'elle mène sur son territoire et les orientations et programmes de nature à améliorer cette situation.

**LE CONSEIL,
APRES EN AVOIR DELIBERE,
DECIDE :**

- **d'approuver** le programme 2021, ainsi que les bénéficiaires des actions de Dijon Métropole en faveur du renforcement de la Politique de la ville métropolitaine, annexé à la présente délibération ;
- **de décider** que, pour les concours financiers d'au moins 15 000 €, une convention sera établie entre Dijon Métropole et chacun des bénéficiaires ;
- **d'autoriser** Monsieur le Président à signer les conventions, et à y apporter, le cas échéant, des modifications de détail ne remettant pas en cause leur économie générale ;
- **d'autoriser** Monsieur le Président à signer tout acte utile à la bonne administration de ce dossier ;
- **de dire** que le montant des dépenses sera imputé sur les crédits ouverts au budget de l'exercice 2021.

SCRUTIN : POUR : 75

CONTRE : 0

DONT 11 PROCURATION(S)

ABSTENTION : 8

NE SE PRONONCE PAS : 0